



## Ecole à distance: cette fois-ci, l'Education nationale est-elle prête?



« Nous sommes prêts », avait lancé, à la veille du confinement, un ministre de l'Education confiant dans la capacité de ses enseignants à assurer la continuité pédagogique à distance. « Personne ne l'était. Ni le système éducatif, ni la tech, ni les profs », siffle un enseignant qui, sous couvert d'anonymat, se souvient de la fracture numérique, des dysfonctionnements à répétition et du flou total dans lequel il est resté plongé par manque d'information de la part de son ministère. Alors il rit jaune en entendant le « Nous sommes prêts » à nouveau prononcé par Jean-Michel Blanquer en réponse à la question « Et si les classes ou les écoles doivent fermer ? », à une semaine d'une rentrée placée sous le signe d'une recrudescence du nombre de cas. « Rien n'a changé », assure cet enseignant.

« Tout le monde veut revenir à l'état pré-crise, estime Bruno Chauvelle, membre du laboratoire Techné de l'université de Poitiers et spécialiste des usages du numérique dans l'éducation. On n'a pas eu le temps de former les enseignants, alors les établissements et les professeurs se préparent comme ils peuvent. » C'est la débrouille qui pourrait à nouveau primer.

Pendant le confinement, les solutions numériques se sont multipliées. Mais Ma classe à la maison, créée par le Centre national d'enseignement à distance (Cned), ou les ENT, ces espaces virtuels d'apprentissage qui équipent 90% des collèges et lycées, se sont vite révélés insuffisants ou inadaptés. Les enseignants se sont tournés vers d'autres produits, comme ceux issus de la galaxie Edtech France, l'association des entreprises françaises du numérique pour l'éducation. Certaines, comme Klassroom, réseau social qui met en relation enseignants et parents, ont doublé leur nombre d'utilisateurs en trois mois. Pour Franck-David Cohen, le fondateur de la jeune pousse, « on répond à des besoins que l'Education nationale ne sait pas adresser numériquement ».

Logique pédagogique. L'institution peine à avancer sur le chemin du numérique. La volonté politique existe – en témoigne la création d'une direction dédiée à l'enseignement numérique au sein du ministère en 2014 – mais la mise en œuvre est plus complexe. Manque de moyens, d'incitations, priorités différentes selon les gouvernements... Le sujet est délaissé. Résultat : « Avec le confinement, on s'est aperçu que le minimum n'était pas là, ni pour les élèves, ni pour leurs parents, ni même pour les enseignants », relate Bruno Chauvelle.

Fortes de leur succès, les entrepreneurs du secteur s'imaginent bien combler ce vide. Ils poussent leurs atouts auprès du ministère avec l'espoir de créer des partenariats et d'insuffler un vent de changement. Une enveloppe du plan de relance sera dédiée au soutien de la tech française. « Il faut passer d'une logique d'outil à une logique pédagogique », appuie Rémy Challe, le président d'Edtech France, qui insiste sur le fait que le numérique ne doit pas « se résumer à l'enseignement à distance ».

Une démarche qui n'est pas la bonne, tempère Bruno Chauvelle : « Depuis trente ans, des sociétés essayent de vendre leurs produits à l'Education nationale. Ça n'a jamais marché. L'évolution vers le numérique se fera par le bas, par les enseignants, les établissements et les collectivités, les seuls à avoir les moyens de s'équiper avec des solutions utiles et efficaces. Le ministère ne fera que suivre le mouvement. »

Aujourd'hui, le problème c'est l'offre. Elle est pléthorique, mal répertoriée et encore mal identifiée. Pour déminer la situation, Jean-Michel Blanquer a annoncé en juin la tenue d'Etats généraux du numérique éducatif, les 4 et 5 novembre. Une démarche participative qui lui permet d'associer tous les acteurs au processus de réflexion entourant ces nouveaux enjeux, qui ne peuvent plus être évités.